L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLIT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 { payable d'avance.
DO TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10 {

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 9 MARS 1841.

POUR GOUVERNEUR :

HENRY JOHNSON.

Sujet à la décision de la Convention des Whigs de l'Etat.

CONVENTION D'ETAT.

Les membres de la convention ont tenu hier une séance préparatoire dans le salon de l'hôtel St. Charles, sous la présidence du Dr. W. Brashear. Après quoi, ces mêmes de délibération il a été décidé que la convention se réunira ce matin, à 11 heures, dans le local de la Chambre des Représentans, afin de donner à ceux des membres de la législature qui ont délégué la faculté de prendre part aux travaux. Il y avait beaucoup de délégués présents et nous espérons que l'Etat tout entier sera convenablement représenté.

Les nouvelles d'Europe ne nous fournissent qu'un seul fait important: le sultan accorde à Mehemet Ali le pachalick d'Egypte à titre héréditaire. Du reste la situation Européenne n'a pas changé; les affaires sont pas fait un pas, et l'aperçu que nous en donnons, il y a quelques jours, serait encore parfaitement de mise à cette heure. Tout est calme en apparence; aucun sentiment énergique ou exalté ne souvre les populations, aucune idée belliqueuse le fait sur les gouvernemens, et pourtant la crainte d'une guerre que chacun semble prévoir à travers cette douceur tranquillité, fait continuer sur tous les points les préparatifs militaires. Les cinq cent mille hommes dont la France a besoin pour être sûre de la paix, sont sous les drapeaux; la marine de ce pays est en bon état et s'accroît chaque jour, en outre les fortifications de Paris, ces fortifications qui doivent, suivant M. Guizot, produire un puissant effet moral audelà de la frontière, se poursuivent; et grâce aux efforts de M. Thiers et de ses amis, elles recevront probablement la sanction législative. Paris deviendra place de guerre et sera à l'abri d'un coup de main. L'Angleterre de son côté augmente de dix mille hommes le personnel de son armée, et l'on sait que la Prusse, l'Autriche et la Russie ne demeurent pas en arrière sur ce point. Cette manie d'armements est si forte qu'elle a même envahi l'Espagne et le Portugal, ces deux pays qui ont tant besoin de se reposer des convulsions intestines auxquelles ils sont en proie depuis longtemps. Ils ont accepté la médiation de l'Angleterre dans leur discussion au sujet de la navigation du Douro et cependant ils arment tous les deux: ce que c'est que l'exemple! Il semble qu'on ne pousse plus maintenant négocier que l'épée à la main.

Si l'on jette les yeux au delà de l'Europe on voit que presque tout reste dans le *statu quo*; Ibrahim Pacha dont on négocie la retraite depuis si longtems et qui depuis si longtems déjà devrait être de retour en Egypte est encore en Syrie à la tête de son armée; on espère qu'il la quittera sans difficulté; mais on n'en a pas encore la certitude. Les renseignemens sur les affaires de la Chine ne sont ni plus positifs ni plus frais que les précédens; là aussi on est en pourparler, tandis que les flottes et les troupes sont encore en présence. Il n'y a guère que l'Inde où les hostilités soient complètement apaisées et paraissent ne plus devoir renaître.

Ne disait on pas qu'un orage d'engourdissement pèse sur le monde politique? Serait-ce seulement la fatigue de l'hiver et le printems va-t-il lui rendre l'activité febrile qu'il avait durant l'automne de 1840?

Le 22 février était le jour désigné par le Gouverneur de la Virginie pour remettre aux braves officiers dont les noms suivent, les épées d'honneur que leur avait votés la législature. La cérémonie a eu lieu au capitole en présence d'une foule immense. On remarquait parmi les spectateurs le général Harrison, le gouverneur Tyler et autres personnages de distinction.

Armée.	*Marine.*
R. H. Bell,	C. W. Morgan,
R. Jones,	Th. Ap. Caterby Jones,
George Armistead,	H. W. Page,
Th. M. Nelson,	E. A. F. Valette,
et Col. Henderson des gardes marines.	

(Rapporté pour l'Abeille.)

CHAMBRE DES REPRESENTANS.

Lundi, 8 mars 1841.

M. M. Lowry et Aguilé sont dispensés d'assister à la séance.

M. Guion fait un rapport sur une résolution requérant son autorisation et représentant au congrès l'obligation de faire faire l'essai d'une machine à creuser (dredging machine) inventée par Mr. J. B. Putnam. La résolution est adoptée.

M. Tanner, chargé d'examiner les dépenses de l'an dernier, dec. ars les avoir trouvées exactes.

M. Gladstone, est nommé du comité d'élections en remplacement de M. Rouelins démissionnaire.

Le comité d'élections declare que M. C. M. Conrad est dûment élu en remplacement de M. Rouelins.

M. Conrad fait un rapport sur le pétitionnaire de Baton Rouge; lequel rapport a été déposé sur le bureau. M. Conrad expose que les faits allégués dans cette pétition ne sont le comité de lui opinion tel un rapport la Chambre se mettre actuellement de ces raisons et ordonne l'impression du rapport.

Sur motion de M. Pichot, M. Bayon est nommé messager spécial pour communiquer avec le Sénat.

Seconde lecture.

Une résolution tendant à autoriser le secrétaire à échanger certains livres de lois avec E. Johns, M. Wadsworth gr. secrétaire du sénat autorisant l'échange d'un certain nombre de copies du "Louisiana Reports." Sur motion de M. Ratliff ces deux résolutions sont déposées sur le bureau.

M. Morse fait un rapport sur le bill limitant la juridiction ès juges de paix à leurs districts respectifs. Déposé sur le bureau.

M. Thomas propose d'ajourner les affaires pend ntes au 1er. lundi de janvier prochain—Rejetée par 33 contre 6.

La Chambre ordonne la présentation d'une résolution de Sénat requérant le bureau des travaux publics d'exécuter certain travail relatif à quelques lacs de la paroisse Calcasieu.

La Chambre donne son concours à un acte du Sénat autorisant l'emission de 5 bons en faveur de la Banque de l'Union, pour remplacer le même chiffre qui a été détruit.

La Chambre, sur motion de M. Conrad de B. R. retire son amendement au bill du Sénat accordant une allocation au bataillon d'artillerie de Baton Rouge. Cet amendement tasse une allocation à l'arsenal de Donaldsonville.

Une résolution du Sénat, relative au mode d'imprimer et de distribuer les journaux des deux chambres, est déposée immédiatement sur le bureau.

Une résolution du Sénat, relative à la nomination des membres du jury de police, dans la paroisse des Rapides, est adoptée.

Sur motion de M. Ellis, la Chambre adopte la bill relatif aux arts publics.

Sur motion, la Chambre prend un recès d'une heure.

Un bill relatif à l'acte d'incorporation de la ville de Donaldsonville—Déposé indéfiniment sur le bureau.

M. Sexton est nommé membre du comité des fonds contingens à la place de M. Conrad, démissionné.

Acte pour amender l'article 2214 du code Civil—Adopté.

Acte pour autoriser l'impression du journal de la Convention Motion de M. Morgan de faire imprimer 1000 exemplaires nominal est demandé et le résultat est: 34 voix en faveur de la motion et 6 contre.

Sur motion de M. Phillips, la Chambre prend un recès jusqu'à cinq heures.

☞ Pour les séances officielles de la Législature, voir la 4me. page.

THEATRE D'ORLEANS.—La représentation d'*Anna de Boulcyn* avait attiré une foule considérable dimanche soir, au théâtre d'Orléans; ce bel opéra a été exécuté avec beaucoup de verve par l'orchestre et quelques-uns des artistes. Mlle. Calvé et Mme. Bamberger ont eu un grand succès. On ne saurait en dire autant de MM. Bernadet et Nourrit; jamais le premier n'avait eu d'aussi fortes absences de mémoire et de mesure; jamais le second n'avait maltraité avec autant de cruauté les cavatines du rôle de Percy. Mlle. Fanny Elssler, qui assistait à cette représentation, a fort applaudi notre prima *Donna*.

(Correspondance particulière de l'Abeille.)

Paris 1er. février 1841.

Monsieur,

Pendant le mois qui vient de s'écouler, les travaux de la Chambre des Députés se sont partagés entre trois questions.

Les 2 premières (le travail des enfans dans les manufactures et la vente des immeubles,) sont purement intérieures, et ne sauraient vous intéresser, la dernière, [les fortifications de Paris,] a été construite sur une portance gigantesque, ce qui me détermine à vous en entretenir un peu longuement.

Le ministère actuel s'est trouvé en cette occasion à présenter aux Chambres un projet de loi absolument conforme aux plans de M. Thiers, ce qui est fort à dire; car cela met sa responsabilité complètement à l'abri. Le système de défense consiste en 14 forteresses, reliées entre elles par un mur bastionné et crénelé, précédé et suivi d'un fossé, le tout mis en état de défense. On nomme ce projet *l'ensemble continue*. Il diffère du plan présenté il y a six ans lequel ne demandait que les forteresses sans mur: on l'appelait *les forts détachés*.

Or, le projet du Roi à propos des forts détachés, étant simplement de créer autour de la capitale un système militaire capable de contenir son immense population; on se souvient comment il fut accueilli à l'époque. Mais il ne renonce pas facilement a ses plans, et aussitôt que les bruits de guerre ont surgi hors des affaires d'Orient, il a eu l'air de suivre un mouvement les idées bel iqueuses de M. Thiers pour s'engager dans cette entreprise gigantesque.

Quoiqu'il en soit, le projet ayant été présenté à la Chambre des Députés, M. Thiers a été nommé rapporteur. Dans son rapport cet orateur a soutenu son projet de dotation ses forces, invoquant l'autorité de Vauban et de Napoléon, qui tous deux avaient voulu fortifier la capitale. Il n'a pas pensé ou n'a pas voulu penser que ces deux hommes ne pouvaient avoir en pareille matière la même opinion qu'un gouvernement constitutionnel, puisque tous deux étaient les partisans les plus avancés du despotisme militaire; mais M. Thiers ne s'embarrasse pas d'aussi peu de chose.

Le maréchal Soult, président du Conseil, a soutenu le projet d'assez mauvaise grace. Il est évident pour tout le monde que ce militaire remarquable comprend l'inutilité d'une enceinte continue pour défendre la ville contre l'étranger et qu'il ne voit pas la nécessité de dépenser 500 millions pour la faire.

M. Guizot après maintes tergiversations a défendu le projet dans son intégrité; mais il a été attaqué d'une manière admirable par MM. Dufaure, Garnier Pagès et Lamartine.

Le général Schneider a présenté un amendement ayant pour but de faire les forts seulement, cet amendement a été rejeté dans la séance du 30 janvier, par 61 voix de majorité, après une discussion extrêmement vive. Tout porte à croire que l'enceinte continue sera adoptée.

M. Humann ministre des finances s'est posé à la tribune l'état des ressources du pays. Pour faire les fortifications, il faudra distraire la moitié des fonds consacrés aux travaux publics et contracter un emprunt de 450 millions; cela n'est pas fort rassurant.

Le maréchal Valée ex-gouverneur d'Alger est rappelé en France; on a nommé à sa place le général Bugeaud, le malencontreux diplomate du traité de la Tafna, le malencontreux orateur et le malencontreux mais brave militaire. Cette nomination intempestive a produit le plus mauvais effet. Il semble qu'il y ait un système arrêté pour accabler cette malheureuse colonie d'Alger.

—Les nouvelles d'Egypte sont sans importance, Mehemet est tout à fait soumis. Il va rendre la flotte Turque et les impôts ne seront plus perçus dans son pachalick qu'au nom du Sultan, son maître.

—Une discussion fort vive a eu lieu entre l'Espagne et le Portugal à propos de la navigation du Douro. La reine d'Angleterre a été nommée arbitre. Ce différend va terminera à l'amiable.

—Des troubles fort importans ont eu lieu en Suisse, cependant l'attitude ferme du pouvoir exécutif a fait rentrer les mécontens dans l'ordre.

—Le 25 janvier la reine d'Angleterre a ouvert le parlement; son discours ne fait aucune mention de la France, ce qui a paru ici fort déplaisant. Lord Palmerston interpellé à ce sujet a répondu que cela était très inutile, car la bonne intelligence n'a cessé de régner entre ces deux pays. Cela est un peu fort; mais les diplomates doivent être crus sur parole.

Une chose fort singulière est arrivée ici. La gazette de France a publié, il y a environ un mois, une correspondance de Louis Philippe, lorsqu'il était en Sicile pendant le règne de Napoléon. Dans cette correspondance, le exprimait les sentimens les plus antilibéraux et l'intimité la plus complète pour l'empereur. Cette publication a fait d'autant plus de sensation parmi le public, qu'elle concordait avec le moment où, par les ordres de même Louis Philippe, les plus grands honneurs ont été rendus aux dépouilles mortelles de Napoléon. Cependant aucune poursuite n'a été dirigée contre la Gazette et les journaux officiels n'ont en aucune façon démenti l'authenticité de ces documens.

Mais le 24 janvier, le journal la France a publié 3 lettres du Roi à M. de Talleyrand, alors ambassadeur à Londres. Dans ces lettres, il disait que les puissances doivent lui savoir gré des efforts qu'il faisait pour museler la révolution, au moyen de divers projets et notamment de celui des fortifications, car ce dernier avait pour but de maintenir Paris et ses *aimables fauxbourgs*. Le 24 au soir, le journal officiel ne démentit que cette lettre, de sorte que le National, la Quotidienne, le Commerce, l'Echo Français et la Gazette crurent pouvoir les reproduire le 25. De là, grande rumeur à la Chambre et à la Bourse, enfin, le 25 au soir, le ministère prit le parti de déclarer ces documens *faux* et d'annoncer que des poursuites allaient être dirigées contre la France que contre les journaux légitimistes reproducteurs. Ces journaux furent en effet saisis; mais la *France* soutient que ces documens sont vrais et qu'elle le prouvera en justice.

Le journal officiel, le *Messager*, ayant publié un article du Morning Post, dans lequel on dit que les premiers ministres de la reine de la Grande Bretagne, Messieurs Guizot, la Gazette de France a attaqué le journal en calomnie; ce sera un curieux procès dont je vous tiendrai exactement informé.

Les gérans des journaux incriminés ont comparu devant le Juge d'instruction; toutes les questions avaient pour but de savoir où l'on est les originaux de ces lettres; mais aucune réponse n'a été faite à cet égard et les recherches de la police ne seront pas plus heureuses que le juge d'instruction, car tout le parti légitimiste est intéressé à cacher ces documens qui ne verront la lumière que le jour de l'audience publique.

On assure que M. de Laroche-Jaquelin a acheté ces lettres à Londres pour la somme de 50,000 francs.

M. Victor Hugo a été nommé membre de l'Académie Française par 17 voix contre 16. Cette élection était une affaire d'état pour la littérature.

M. de Bonald est mort. Ce philosophe remarquable était l'auteur de cette belle définition de l'homme: "L'homme est une intelligence servie par des facultés."

Le diplomate Bignon est mort aussi. On assure que le gouvernement fait des démarches pour obtenir de ses héritiers des papiers fort importans.

Le carnaval n'est pas très gai à Paris cette année: le peu de prospérité du commerce est la seule cause de cela.

M. Théophile Gautier n'a pas eu la croix. Pour se venger, il laisse repousser ses cheveux, mais il faudra au moins deux ans pour que sa chevelure regagne la splendeur qu'elle a perdue. Ce remède distingué est infaillible, j'en répondre à des gens qui l'expérimentent d'avoir donné une fausse opinion sur une pièce: "On ne donne cinq cents francs par mois pour que j'imprime une opinion; je remplis mon engagement; mais je n'imprime pas ma véritable opinion: ce serait trop cher." O vérité!

Les théâtres de Paris n'ont rien donné de bien remarquable depuis un mois. Cependant l'Opéra-Comique a représenté le Guitarero de M. Scribe, musique d'Halevy. Cette pièce a eu du succès, malgré ses nombreuses imperfections. A ce propos, Berlioz prétend que M. Halevy n'a jamais su faire qu'une seule espèce de musique passable: "c'est, dit-il, les chœurs des claqueurs."

Le prince de Joinville ayant jeté le mouchoir à une figurante de l'Opéra, un mauvais plaisant s'est avisé de la baptiser du nom de *Belle Poule*, par allusion à la frégate qui a conduit ce prince à Ste. Hélène.

Les décorations faites pour le convoi de Napoléon sont en pleine démolition.

Le Théâtre de la Renaissance devait rouvrir ses portes pour la première représentation d'une pièce de Léon Gozlan intitulée: "Il était une fois un Roi et une Reine". Cette pièce contenait des allusions assez transparentes sur la reine Victoria et son époux; l'ambassadeur d'Angleterre en a empêché la représentation. A cette occasion M. Bocage, artiste du théâtre *opprimé*, a offert des souffl s à M. Cavé, directeur de la Beaux Arts. M. Cavé les a refusés.

P. S. 1er. février, 4 heures.

Le rejet de l'amendement Schneider a fait baisser les fonds publics.

3 pour cent 77 15, fin mars; 5 pour cent 112 75, fin mars; 77 co npitant, 112 50 comptant.

INTERIEUR.

Correspondances de l'Abeille.

WASHINGTON, 25 février 1841.

L'honorable P. P. Barbour de la Virginie, l'un des juges associés de la Cour Suprême des Etats Unis, a été trouvé mort dans son lit ce matin. On dit que sa mort est due à une ossification du cœur. Hier il avait été en consultation avec ses collègues jusqu'à dix heures du soir et ce matin au moment de déjeuner on a envoyé dans sa chambre un domestique qui l'a trouvé mort. Sa figure n'avait aucune trace de douleur et ses traits avaient conservé leur sérénité habituelle.

Les deux chambres se sont occupées toute la journée de bills déniés d'intérêt.

EXTERIEUR.

FRANCE.

Le *Courrier Français* annonce que lord Granville va quitter l'ambassade d'Angleterre et sera remplacé par lord Cowley. Si cette nouvelle se confirme, le départ de lord Granville causera de grands regrets, non-seulement parmi ses compatriotes, mais parmi les Français eux-mêmes. Il est impossible en effet de mettre plus de modération, de discrétion et de fermeté dans une mission diplomatique que l'a fait lord Granville au milieu des difficiles conjectures où il s'est trouvé; il laissera un vide qui ne pourra être rempli facilement, car il faut, pour l'Angleterre dans les hautes classes de la société française, est où surtout à la conduite pleine de convenance et au caractère plein d'aménité de cet ambassadeur.

—Les négociations commerciales entre la France et l'Angleterre continuent toujours et probablement un traité sera conclu sous peu de jours. L'Angleterre admettrait les vins de France et aurait par contre le droit d'envoyer dans ce pays certains produits de ses manufactures.

FORTIFICATIONS DE PARIS.—Notre correspondance particulière donne certains détails sur la discussion relative à ce sujet; nous en empruntons quelques autres à la correspondance de l'*Evening Post* de New-York. M de Lamartine a déployé contre le projet tout le feu de son éloquence, et de tous les discours qui ont été prononcés en faveur de ce projet le meilleur sans contredit a été celui de M. de Rémusat. Il a soutenu avec beaucoup de talent et de raison que si en cas de guerre, la capitale se trouvait à l'abri d'un coup de main, l'armée serait parfaitement libre de ses mouvemens, en n'ayant point à s'occuper de la défense de point important. N'est-ce pas en effet l'obligation d'y veiller qui a perdu Napoléon lorsqu'il combattait pour la conservation de son empire. Les opinions diverses qui ont été mises en avant comme étant celles de Vauban et de Napoléon prouvent que ces deux hommes eurent à différentes époques des vues différentes sur ce sujet, et comme l'a fort bien dit M. de Lamartine dans sa réponse à M. Thiers: "Ce sont des opinions pour vous, pour moi, pour tout le monde. —Ce qu'il y a de plus remarquable du reste dans la discussion actuelle, c'est le rôle que montrent MM. Thiers, Berrot et autres en faveur d'une mesure qu'ils ont combattue à outrance en 1833 comme dangereuse pour la liberté publique. Il est vrai que tout en accordant au gouvernement les forts détachés, ils insistent pour que l'on accorde aux citoyens la garantie de l'enceinte continue; mais il y a une observation qui me touche de près et qui me paraît sans réplique et d'une importance infinie. La capitale va se trouver soumise à la législation qui frappe toutes les villes fortifiées et qui permet dans tous les cas la proclamation de la loi martiale. Peut-être se fi-t-on sur ce qui s'est passé en 1832: à cette époque la Cour de Cassation a annulé tous les actes de la loi martiale, mais sans doute qu'il en pourrait toujours être ainsi. Malheureusement cette doctrine ne sera plus admissible lorsque Paris sera une place régulièrement fortifiée. Une simple *émeute* suffira pour justifier la mise légale de Paris en état de siége. Le seul membre de la Chambre qui ait songé à cela est M. L'Hardy, député du département de l'Aisne, qui a proposé d'excepter Paris de la législation qui règle l'état des places fortes. Si cet amendement passe, on ne pourra plus avoir aucun doute sur la sincérité du gouvernement dans toute cette affaire qui menace d'engloutir tant de millions qui seront enlevés aux travaux publics."

Le discours anglaise phrase ou plutôt une phrase assez ambitieuse n'est glissée dans le discours que M. Guizot a prononcé à cette occasion. L'orateur a dit que "le grand but des fortifications de Paris était de produire un effet moral audelà de la frontière." Les journalistes anglais avouent qu'ils ne comprennent guère ce langage philosophique.

ANGLETERRE.

PARLEMENT.—La session de 1841 a été ouverte le mardi, 26 janvier, par la reine en personne. Cette première apparition de sa majesté en public depuis ses couches a causé une véritable joie à ses loyaux sujets; les journaux anglais font le plus grand éloge de la manière dont Victoria a prononcé le discours de la couronne dont voici la traduction.

Milords et Messieurs,

"J'ai la satisfaction de recevoir des puissances étrangères l'assurance de leurs dispositions amicales et de leur sincère désir de maintenir la paix.

Les dernières affaires en Orient a été longtems une cause d'inquiétudes et une source de dangers pour la tranquillité générale. Dans le but de détourner les maux que la continuation d'un pareil état de choses pouvait amener, j'ai conclu avec l'Empereur d'Autriche, le roi de Prusse, l'Empereur de Russie et le Sultan, une convention destinée à amener la pacification de l'Orient, à maintenir l'intégrité et l'indépendance de l'empire d'Orient et à donner de nouvelles garanties à la paix de l'Europe.

J'ai donné ordre que le texte de cette convention vous fut soumise.

Je me réjouis de pouvoir vous annoncer que les mesures qui ont été prises pour l'extinction des engagemens qu'elle renferme, avaient été suivies du succès le plus signalé, et que les résultats qu'ai eu en vue les parties contractantes sont sur le point d'être complètement atteints.

Durant le cours de ces transactions, mes forces navales ont agi de concert avec celles de l'Empereur d'Autriche et avec les forces de terre et de mer du Sultan; elles ont déployé en cette occasion leur bravoure et leur habileté ordinaires.

J'ai jugé nécessaire d'envoyer sur les côtes de la Chine des forces navales et militaires pour demander réparation des injustices commises envers quelques uns de mes sujets par les officiers de l'Empereur de la Chine, et des outrages subis par un agent de la couronne; j'ai nommé en même tems par j'ai nommé des plénipotentiaires pour entrer en négociation à ce sujet avec les autorités Chinoises.

D'après les dernières nouvelles, les négociations sont en pleine activité, et ce sera pour moi un véritable sujet de joie, si elles peuvent amener ce gouvernement par un sentiment de justice à accorder un arrangement à l'amiable.

Des sérieuses difficultés se sont élevées entre l'Espagne et le Portugal sur l'exécution d'un traité conclu entre ces deux puissances en 1835, pour régler la navigation du Douro. Les deux parties ont consenti à accepter ma médiation, et j'espère le amener à une conciliation dont les termes seront honorables pour tous deux.

J'ai conclu avec la république Argentine et avec la république d'Haïti des traités pour la suppression du commerce des esclaves. Les traités vous seront soumis.

Messieurs de la Chambre des Communes: J'ai donné l'ordre que le budget de l'année vous soient soumis. Toute convaincue que je suis de l'importance des principes d'économie, je pense qu'il est de mon devoir de vous recommander de voter des ressources qui puissent suffire aux besoins du service public.

Milords et Messieurs: Des mesures vous seront prochainement soumises, lesquelles auront pour but de pourvoir à l'administration plus rapide et plus effective de la justice. L'importance vitale d'un pareil sujet suffit pour lui assurer de votre part un prompt et sérieux examen.

Les ministres des cours nouvellement nommés d'après l'acte pour l'amendement des lois relatives aux pauvres, espèrent à la fin de l'année présente. Je pense que vous donnerez votre attention à un sujet qui touche de si près aux intérêts de la communauté.

C'est en toujours avec une entière confiance que j'ai recours aux conseils et à l'aide de mon Parlement. Je place mon espoir dans votre sagesse, votre loyauté et votre patriotisme, et je supplie humblement la Divine Providence que tous vos conseils soient dirigés de manière à servir le grand intérêt de la nature et de la religion, à conserver et à augmenter le bonheur de mes sages et éclairées, la prospérité et le bonheur de toutes les classes de mes sujets."

—Les séances du Parlement, après l'ouverture, n'ont pas encore offert un intérêt très vif. Celle du 27 et à la Chambre des Communes a cependant quelque importance par la réponse de certaines explications relatives à la question d'Orient.

CHAMBRE DES COMMUNS, 3 février.—M. Hume demande à Lord John Russell si les dépêches récemment arrivées du Levant ne mettent pas le noble Lord en même de déclarer si l'un des traités conclus avec Mehemet Ali par le Conseil de Londres, Napier ou celui de l'ampaal Stopford, a reçu son exécution; et si en même temps la Syrie a été évacuée par les troupes du Pacha et rendue à l'autorité de la Porte?

Lord John Russel donne à l'honorable membre les explications suivantes. "Le traité signé par le commodore Napier, sans qu'il eut reçu aucune instruction de l'amiral, n'a pas été ratifié par Sir R. Stopford et n'a point été mis à exécution; mais la commission que Mehemet Ali a faite d'après les ordres donnés par l'amiral lui même au capitaine Fanshawe, a été acceptée par le sultan, qui a en conséquence envoyé des commissaires à Alexandrie pour discuter à Mehemet Ali que le sultan consent à lui laisser le Pachalick d'Egypte à titre héréditaire. Quant à l'évacuation de la Syrie, des négociations sont entamées par lesquelles Ibrahim, avec les troupes qui n'a mis sous son commandement, aura la permission de quitter la Syrie sans être inquiété. Cette évacuation n'a pas encore été executée; mais on a la preuve évidente de la bonne foi de Mehemet Ali à remplir ses engagemens, il a rendu la flotte appartenant au Sultan. Cette flotte sera prête sous peu à mettre à la voile pour Constantinople."

M. Hume demande si les arrangemens dont vient de parler le noble lord ont été pris avec l'assentiment des Quatre Puissances; lord J. Russel répond que la décision du Sultan a été prise d'après les conseils mêmes des alliés.

Nouvelles diverses.—Les journaux de la cour annoncent avec leur gravité ordinaire que le prince Albert a passé l'après midi du 1er et du 2 février à chasser dans le parc de Claremont; que la Duchesse de Kent a dîné chez la Duchesse de Gloucester, que la reine a reçu du jeune sultan Abdul-Medjhed une lettre de félicitation à l'occasion de la naissance d'une princesse royale. Cette lettre est une perle de rhétorique orientale et un curieux exemple de l'éloquence florie, particulière à l'Orient. Elle a environ trois pieds de long sur quatre ou cinq pouces de large; elle est d'une écriture fort belle, très fine, mais très claire et évidemment soignée; sur la marge est la signature autographe du Sultan, avec l'énumération de tous les titres qui appartiennent de tems immémorial à ce haut et puissant seigneur. Le papier sur lequel elle est tracée, est d'une qualité fort belle, semblable à mais supérieure au vélin; il est chargé d'ornemens coloriés. La lettre était enfermée dans une enveloppe et scellée des armes du Sultan. Le tout était contenu dans un riche sachet de satin cramoisi, soigneusement brodé d'or et d'argent, et fermé par une cordelière en or du goût le plus recherché.

—Le baptême de la princesse royale a dû avoir lieu le 11 février. La chapelle royale dans laquelle a été célébrée l'an dernier à pareil jour le mariage de la reine et du prince a été choisie comme le lieu le plus convenable au baptême de leur fille. Cette enfant doit recevoir les noms de Victoria Adélaïde Louise, le premier est celui de la reine et de la duchesse de Kent, le second celui de la reine Douairière, et le dernier celui de la reine des Belges. Les parains sont le roi des Belges, le duc de Sussex, la reine Douairière et la duchesse de Kent.

—La saison à Londres est extrêmement rigoureuse; le thermomètre est descendu à 12 degrés au dessous de glace. En Irlande le froid a fait périr une grande quantité de bestiaux.

ESPAGNE ET PORTUGAL.—La Régence Espagnole a annoncé qu'elle acceptait la médiation de l'Angleterre dans la discussion avec le Portugal; cependant les préparatifs militaires continuent. La régence a l'intention d'armer deux ou trois vaisseaux de ligne, cinq ou six frégates, et plusieurs petits bâtiment qui agiraient de concert avec les troupes de terre dans le cas d'une rupture. Cette rupture du reste n'est nullement probable, et tout porte à croire que les affaires sont en pleine voie d'arrangement.

—*Les réfugiés* espagnols qui ont profité de l'amnistie pour rentrer dans leur pays sont parfaitement reçus par la autorités; déjà cinq mille environ étaient rentrés en Catalogne par la Jonquiera. Ils ont reçu des munitions et une paie militaire pour retourner dans leurs foyers.

—Espartero a été parfaitement bien accueilli par la garde nationale de Madrid à la dernière revue qu'il a passé. Le Général enchanté de cet accueil et de la belle tenue des soldats-citoyens, leur a adressé une allocution patriotique qu'il a terminée par ces mots: Notre indépendance pour jamais! Vive la Constitution! vive la liberté." Ce cri a été répété avec enthousiasme par la garde nationale.

—Le *Globe* de Cadix annonce que la garnison de cette ville s'est mutinée et qu'elle a forcé l'intendant à lui livrer les fonds placés entre ses mains par l'autorité militaires. Ce journal essaie de justifier cette mutinerie qui n'a aucun caractère politique, en faisant observer que les troupes étaient fort malades, sans souliers et réduites pour vivre à avoir recours aux dons des citoyens.

—Les nouvelles du Portugal parlent de quelques préparatifs militaires; mais tout prouve cependant que l'on compte sur un arrangement pacifique.

DERNIERES DATES

New York	fev 24	Liverpool	fev 4
Boston	fev 23	Londres	fev 3
Philadelphie	fev 24	Havre	fev 1
Washington	fev 26	Paris	fev 1
Baltimore	fev 25	Amsterdam	jan 31
Charleston	fev 27	Hambourg	jan 21
Vera-Cruz	janv 9	Cadix	jan 16
Tampico	fev 14	Havane	fev 12
Mexico	janv 2	Honsore	mars 4

COMMERCIAL.

Lundi, 8 mars 1841.—7 heures du soir.

Les nouvelles apportées par le Britannia, et que vous avons reçues hier, ont produit un effet autofaisant sur notre marché de coton, qui s'est ouvert ce matin avec de bonnes demandes. 9,000 balles ont changé de mains dans le courant de la journée à une hausse de ¼ cent ce qui met les prix au point où ils étaient il y a dix ou deux jours; et le marché s'est clos en terminant avec tendance à la hausse. Environ 3000 balles ont été prises pour la Méditerranée, 2,000 pour le Nord et le reste pour les marchés anglais.

CLASSIFICATION DE LIVERPOOL.

Correspondant à celle du Havre.

Ordinaire et bas, fair	5 à 5 1/4
Ordinaire	5 1/2 à 5 3/4
Bon ordinaire	6 à 6 1/2
Bon ordinaire et petit courant	11 3/4 à 11
Petit co rant et courant	11 1/2 à 12
Bon courant	12 1/2 à —

BAINS ST. LOUIS.

Le Public et les habitans de cet établissement sont prévenus que des réparations et améliorations viennent d'y être faites, que tout a été rangé pour les rendre commodes et agréables. L'ouverture des bains sera faite, dim. sette prochain, 7 mars courant ou sera servi avec promptitude et la plus grande propreté. Il sera observé que les dames fréquenteront cet établissement les mercredis seuls prévenus qu'il n'est pas permis d'y fumer.

Prix des Bains comme suit:

Bains simples, 2 grandes serviettes	50 cts.
de complet, un double drap de baignoire, un peignoir et 2 serviettes	75 cts.
Tout autre objet qui pourra être demandé sera payé à part.	

Abonnement.

12 Bains simples	$ 7 00
12 do complet	9 00

L'établissement sera ouvert dès le point du jour, jusqu'à onze heures du soir, pendant toute la saison.

Nouvelle-Orléans, le 6 mars 1841.

J. B. FAGET.

6 mars—3

BANQUE D'ORLEANS,
Succursale de Natchez.

CETTE banque tire sur New York à vue
6 mars JAS. B. RULLIN, Caissier.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Bengor, Odors, Havre. J. A Merritt
Pharsal, Leun, Cowes et un marché. Ordre
G H Miscegean
B. Aymer, Cawer, Boston, S & J P Whitney
Barque Favorite, Alexandre, Brême, Schmidt & co
Brick Partisan, Ulmer, New York, G P Fond & co
Goel. Mount Moran, Peachy, Tampa Bay,
S & J P Whitney
Sloop Marshall, Collins, Mobile, G B Dicker
Navire à vapeur Natchez, Butler, Havane, J Nicholson

ARRIVES.

Bateau de remorque Phenix, Annable, des Passes.
Bateau de remorque Black, Martin, du Poverty Point.
Bateau de remorque Swan, Limiert, de la Passe Nord Est.
Espyre Bostonian, Gilchrist, en 30 jours de Baltimore, à J. C. Herr son.
Barque Bashaw, Howes, en 30 jours de Boston, à J. A. Merritt.
Barque Mary, Myrick, en 31 jours de Baltimore, à Bedford & Beck.
Barque Reform, Tilyon, de Boston.
Brick Rachel, Curtis, en 8 jours de Matanzas, au capitaine.
Brick Georg Cornalisen, de Puerto Caballo et Leguira, à Lee.
Brick Shamrock, Pickange, en 20 jours de Savannah la Mar, sur lest.
Brick Architect, Gray, en 23 jours de Baltimore, à Bedford & Beck.
Goel Sabina, Thompson, de Matance, 20 fev. à R Gronag & co.
Goel. Elizabeth, Forsyth, de Pensacole.
Goel. Pelican, knuth, de la Mobile.
Goel. Maria, Tucker, de Matagorda.
Goel. Emblem, Kenney, de Mobile.
Goel. Export, Gardiner, de la baie de Vermillion.
Goel. (mex.) Aristide, Perez, en 8 jours de Sisal, à P Fernandez.
Goel. Minerva, Marble, des Attakapas.
Goel. Hope, Crosby, Barbier, des Lafourches.
Goel. D. B. Krebs, Emery, en 3 jours de Charleston, au capitaine.
Goel. Bolingg, Miner, d'Apalachicola.
Goel. Viola, Lane, en 18 jours de Port au Prince, au capitaine.
Goel. Sarah, Burrows, de Tampa Bay.
Goel. Carribeau, Allen, en 20 jours de Charleston, au capitaine.
Goel. Lion, Clif, de la Mobile.
Goel. Sparta, Brinkin, de Savannah.
Goel. Comets, (Esp.) Rolgar, de st. Yago de Cuba.
Steam f Orleans, Brasher, de Galveston.
" Little Red, Fride, de St. Louis.
" Merrimack, Murchouse, de St. Louis.
" Pesqui, Hitchcock, des Opelousas.
" Felicana, Jordan, du Bayou Sarah.
" Ganges, Armstrong, de Tchula.
" Alhambra, Henry, de Natchez.
" Oronoko, Poyfie, de Portsmouth.
" North Alabama, Orice, de Yazoo City.

EN RIVIERE.

Navire Monmouth, Maxwell, de Bath.
Brick Uxarie, Miller, de Baltimore.
Et plusieurs goels.

MEMORANDA.

Arrivés à N. York, navire Charles Clinton, Ingersoll, N. O.; Cotton Planter, Doane; bat. Hontatille.

Le soussigné voulant terminer ses affaires, propose de vendre à l'enchère publique, devant la Bourse St. Louis. Cet établissement peut très bien convenir pour un collége, en sa que l'on ne l'a, vendu est point bâtis 6 ou 8 chambres, avec toutes les dépendances nécessaires, il n'a pas besoin de donner des détails sur cette propriété vu qu'elle est bien connue. Les conditions sont: la 1re. partie des acquéreurs qui produisent en même temps le notes payables à 1, 2 et 3 ans avec hypothèque et caution. Pour de plus amples renseignemens s'adresser au soussigné Rue Bourbon ou à M. Pilippe, No. 100 CHARLES ST MARTIN.

9 mars—3

A VENDRE, à bord près pour cette une consignation: 80 caisses vin blanc haut Barsac;
80 do vin blanc haut Barsac;
50 barils vin gre blanc;
50 caisses vin rouge Suisse;
12 millier bouchons de moyenne;
14 barils vin de dessert;
10 caisses vermouth de tes;
240 dous. chemises blanches et en couleur;
9 douzaines de très vieux madère;
12 caisses papier à lettres;
2 douzaines parapluies;
12 chaises de jeune cadet.

Aussi: 500 caisses vin rouge qualité supérieure, et 4 douzaines de vieux de Xerès rouge en verre. Lotte, chatons Six gaux, Haut Brion,

3 caisses vin blanc, 1er. quali é,
1 do cognac Fadile.

9 mars 56, rue du camp.

VEN